



Association France Palestine Solidarité

21 ter rue Voltaire

75011 Paris France

Tel: 01 43 72 15 79

E-mail : afps@france-palestine.org

Site : www.france-palestine.org

Lettre ouverte au président de la République et au ministre des Affaires étrangères.

Monsieur le Président de la République,

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,

Nous apprenons avec émotion et colère que, sur proposition ce lundi 9 décembre de Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères français, et alors que la France assure la présidence tournante de l'Union européenne, l'UE a décidé d'intensifier ses relations avec Israël et de donner ainsi des gages supplémentaires à l'intensification de l'occupation, du siège imposé à la population de la bande de Gaza, de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem qui vise à rendre caduc tout projet d'établissement d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967.

Ce faisant, les ministres des Affaires étrangères européens manifestent leur mépris pour le Parlement et les parlementaires européens qui avaient décidé d'ajourner le vote jusqu'à ce que les choses changent sur le terrain.

Cette coopération renforcée doit se traduire entre autres par « *la possibilité d'inviter Israël à participer aux missions civiles* » menées dans le cadre de la politique européenne de défense et de sécurité et à engager avec Tel-Aviv « *au moins une fois par an* » un dialogue informel sur les questions stratégiques. Ce renforcement des relations concerne tous les domaines -politique, économique, scientifique, ou sécuritaire.

On comprend que la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni ait qualifié cette annonce de « *succès significatif pour la diplomatie israélienne, qui ouvre une nouvelle page* » dans les relations avec l'UE, et ce alors que la politique israélienne organise l'impasse du processus de paix. On comprend aussi la « *profonde inquiétude* » manifestée par les Palestiniens. « *L'UE est un groupement fondé sur des valeurs et des idéaux incompatibles avec les violations du droit international et des droits humains commis par Israël* » a déclaré Salam Fayyad qui interroge : « *Le processus politique dans lequel l'UE souhaite être un acteur clef a pour objectif la création d'un Etat palestinien. Comment un tel Etat peut-il voir le jour avec la poursuite de la colonisation ?* »

Association France Palestine Solidarité

21 ter rue Voltaire / 75011 Paris France

Tel: 01 43 72 15 79

E-mail : afps@france-palestine.org / Site : www.france-palestine.org

La décision des ministres des Affaires étrangères européens, sur proposition du ministre français, n'est pas seulement un déni de justice et une prime à l'impunité, c'est aussi un message clair adressé au gouvernement israélien, message selon lequel la poursuite de la violation de ses engagements et du droit international ne constitue pas une entrave à son intégration toujours plus poussée dans l'UE. Un message adressé au Palestiniens selon lequel ils n'auront droit qu'à des sanctions, au déni de leurs droits, à des poussières d'Etat enclavées, étriquées, sans présent et sans avenir. Un message adressé aux militants de la paix anticolonialistes israéliens selon lequel la France et l'Europe se moquent de leur combat. Un message aux citoyens européens selon lequel l'avenir en Méditerranée, c'est la forclusion du droit et la prime au plus fort.

Engagés pour le droit et pour la paix, nous ne pouvons l'accepter.

Israël qui n'est pas un Etat au-dessus des lois ne saurait bénéficier d'un avantage qui ne pourrait être compris que comme une prime à la violation du droit international et un renoncement aux valeurs défendues par l'Union européenne.

Nous demandons la suspension de l'accord d'association entre l'UE et Israël tant qu'Israël ne respecte pas les droits humains et ne se conforme pas au droit international et à ses engagements. Nous dénonçons le « rehaussement » des relations entre l'UE et Israël auquel les ministres viennent honteusement de consentir. Nous vous demandons de ne pas entériner cette décision.

Une exigence que nous portons et porterons avec nos partenaires palestiniens, israéliens et européens.

Paris le 10 décembre 2008

Bernard Ravenel,
Président de l'Association France-Palestine Solidarité

